

leur de tous les arguments que l'on peut présenter, comme de toutes les objections que l'on peut apporter.

Naturellement, je parle ici du principe général du projet dont il s'agit et non de ses détails, dont l'accord, plus ou moins parfait avec ce même principe peut être matière de discussion. Mais quant au principe de cette mesure et ses détails l'on peut dire que le public y est dûment préparé; il a déjà témoigné le désir de voir présenter et adopter une mesure quelconque, ayant le même but que celle qui est soumise à la Chambre.

Et quel était ce but? D'abord, créer un revenu, et ensuite, donner une protection suffisante. Je présume que personne ici ne voudra nier que le premier objet était indispensable; les déficits des cinq dernières années et la nécessité où nous sommes aujourd'hui d'équilibrer le revenu et les dépenses en sont une preuve évidente. Quant à la seconde raison, peut-on douter qu'il ne soit désirable d'alléger le fardeau des taxes en rendant plus fortes les épaules qui doivent le supporter; peut-on douter qu'il ne soit nécessaire de donner une nouvelle impulsion au développement de nos ressources qui sont magnifiques, et de faire revivre nos industries et notre commerce qui languissent.

Mais, nous a-t-on dit, cette dépression qui nous accable ne peut-être contrôlée par la législature; elle échappe à son action, car tous les peuples la subissent. Je sais que les grandes contrées commerciales dépendent l'une de l'autre, et qu'à certaines époques il survient des crises qui les atteignent toutes; mais je soutiens qu'avec de meilleures lois fiscales le Canada aurait moins souffert de ces crises même dans un temps où des nations plus anciennes étaient à bout de ressources.

On nous dit aussi que les Etats-Unis ont souffert. C'est vrai; mais ils avaient été bouleversés par une guerre civile; leur commerce était affaibli, leur monnaie dépréciée, leur marine presque anéantie.

Si l'on considère l'Allemagne, l'on sait que l'ambition militaire en a fait une véritable camp. Si l'on regarde la France, il faut se rappeler qu'elle était encore sous le coup d'une guerre étrangère, que son territoire avait tremblé sous le pas des armées hostiles; et que ses ressources furent épuisées pour payer les frais de

l'invasion. Quant à l'Angleterre, j'avoue que je ne puis assigner des causes semblables à son état de dépression; mais l'Angleterre est libre-échangiste et je laisserai aux messieurs de la gauche le soin d'expliquer les raisons de cette dépression qui l'accable. Pourquoi donc le Canada, ce jeune et vigoureux pays, exempt des maux de la guerre, préservé de ceux de la peste, devait-il entonner lui aussi le chant funèbre de ces vieilles nations, en se consolant à la pensée qu'il participait à leurs souffrances?

Mais admettons que la dépression soit générale: est-ce que les arguments que l'on a fait valoir contre la protection, n'attaquent pas du même coup le libre-échange. L'effet d'une dépression qui s'est fait sentir chez toutes les nations, qu'elles fussent libres-échangistes ou protectionnistes, peut-il fournir matière à un argument? Or, c'est justement là où les honorables messieurs de l'opposition se sont montrés si inconséquents. Ils ont prétendu avec persistance que la protection ruinait, et que le libre-échange était favorable au progrès d'un pays. "Vous inaugurez une politique," s'est écrié l'honorable chef de l'opposition, qui a été la ruine d'autres nations, et vous rejetez celle qui a donné à la mère-patrie une grandeur, une gloire, une prospérité sans précédents. Il est vrai que de son côté, l'honorable député de Huron-Centre (M. Cartwright) vient de nous prier: "de considérer la position malheureuse de l'Angleterre."

Or, je me permettrai de demander, au sujet de l'assertion de l'honorable chef de l'opposition, comment pouvons-nous être accusés d'avoir refusé d'accepter ce qui nous a jamais été offert? Comment aurions-nous pu rejeter les principes du libre-échange, quand lui-même nous a déclaré que nous n'avions jamais été invités à les adopter?

En parcourant les colonnes du *Globe* de l'année dernière, journal qu'on ne peut accuser de ne pas reproduire fidèlement les paroles des honorables messieurs de la gauche—je lis ce qui suit:

"M. MACKENZIE, dans un discours bref mais vigoureux, fit voir que le Canada n'était ni libre-échangiste ni protectionniste. Quant à lui, il était libre-échangiste; mais il était convaincu que les circonstances du pays étaient telles qu'il était impossible de donner un effet pratique aux doctrines de ce système. L'administration avait toujours cherché à promou-